

Séance publique du jeudi 23 février 2017

Convoqué le jeudi 16 février 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 février 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Perla DANAN, Véronique DEMON, France JAMET, Nicole LIZA, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Extension du périmètre d'intervention de l'Etablissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon Projet de décret Avis de la Ville de Montpellier

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'Etablissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon (EPF-LR), créé par décret du 2 juillet 2008, assure le portage foncier et immobilier d'opérations d'aménagement en vue de permettre le développement de l'offre de logements ou d'opérations de renouvellement urbains, d'activités économiques, de la protection contre les risques naturels, de la préservation des espaces agricoles et naturels remarquables et de la mise en œuvre des grands équipements. L'action de l'EPF-LR est encadrée par la signature de conventions avec les acteurs locaux.

L'Etat a souhaité engager début 2016 une étude d'opportunité sur le périmètre d'action de l'Etablissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon, en cohérence avec le nouveau périmètre de la région Occitanie. L'objectif de cette étude était également de réfléchir aux modalités de mise en œuvre et d'articuler la cohérence d'action d'un EPF d'Etat (l'EPF-LR) et des trois EPF locaux sur le territoire.

La concertation a été principalement menée dans un premier temps sur l'ancienne région Midi-Pyrénées. C'est seulement dans un second temps que l'ancienne région Languedoc-Roussillon a été consultée pour donner son avis. En novembre 2016, la préfecture de région a sollicité les collectivités territoriales à travers un questionnaire sur les différents sujets portant à la fois sur le périmètre d'action, son siège, le nom de l'établissement, sa gouvernance, la fiscalité pour lui permettre de proposer les évolutions réglementaires à prévoir.

L'extension de l'établissement public foncier doit faire l'objet d'une modification de son décret de création du 2 juillet 2008. Conformément à l'article L.321-2 du code de l'urbanisme, les collectivités territoriales et

leurs groupements situés dans le périmètre de compétence du futur EPF, sont alors sollicitées pour avis préalable à la signature de celui-ci, après examen par le Conseil d'Etat.

Montpellier Méditerranée Métropole a eu l'occasion de s'exprimer à travers ce questionnaire et l'ensemble des réponses qu'elle a formulé ont été retenues. L'avis de la Ville est concordant avec les réponses de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le projet de décret modificatif porte sur les éléments suivants :

- le siège de l'EPF est fixé par décret et confirmé sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, conformément à la demande de la Métropole ;
- le changement de nom : l'Etablissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon devient l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie ;
- le périmètre de compétence de l'EPF Occitanie s'étend à la nouvelle région Occitanie, à l'exception des territoires couverts par les établissements publics locaux ;
- le conseil d'administration passe de 32 à 55 membres, retenant la représentation la plus large possible, comme la Métropole l'avait demandée ;
- le bureau passe de 10 à 12 membres ;
- le quorum sera atteint avec 2/5ème des membres du conseil d'administration et non plus avec la moitié des membres participants ;
- l'Etablissement Public Foncier coopérera avec la SAFER ou tout autre organisme compétent, quand il agira au titre de la préservation des espaces naturels et agricoles.

Le projet de décret est joint à cette délibération. La fiscalité n'apparaît pas dans ce projet de décret car elle relève de la loi de finances en vigueur.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de donner un avis favorable au projet de décret portant extension du périmètre de l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 24 Février 2017